

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article4159>

# La traque américaine d'Al-Qaida en Afrique de l'Est

- Terrorisme - International -



Date de mise en ligne : vendredi 6 avril 2007

---

Spyworld Actu

---

Pour les Américains, la "guerre contre le terrorisme" se joue aussi dans la Corne de l'Afrique. Des agents de la CIA et du FBI traquant des militants d'Al-Qaida ont récemment interrogé des centaines de suspects illégalement transférés de Somalie et du Kenya vers des centres de détention secrets situés en Ethiopie, principal allié des Etats-Unis dans la région, révèle une enquête publiée, mercredi 4 avril, par l'agence américaine Associated Press (AP). Un expert cité par AP parle d'un "Guantanamo décentralisé, délocalisé". Selon une compilation effectuée par l'association kényane Forum pour les droits de l'homme des musulmans, ces prisonniers sont de 19 nationalités différentes - érythréenne, saoudienne, canadienne, suédoise, américaine et française, entre autres.

Selon ces informations, qui confirment et complètent celles publiées par Le Monde le 10 mars, ces prisonniers ont été arrêtés en Somalie par l'armée éthiopienne, lors de l'offensive qui a chassé, en janvier, les Tribunaux islamiques du pouvoir à Mogadiscio. D'autres ont été expulsés du Kenya où des combattants islamistes et des civils avaient cherché refuge.

Tous auraient été transférés dans trois prisons éthiopiennes situées à Addis Abeba, dans une base aérienne située à 60 km de la capitale et dans l'extrême est du pays. Aucune charge ne leur aurait été signifiée et tout contact avec un avocat ou leur famille leur aurait été interdit.

Kamilya Mohammedi Tuweni, une Emiratie de 42 ans libérée après deux mois et demi de détention, dit avoir vécu un "cauchemar" après son arrestation lors d'un "voyage d'affaires au Kenya".

Le Kenya, l'Ethiopie et les Etats-Unis "ont joué un rôle honteux en maltraitant des gens fuyant une zone de guerre", estime Georgette Gagnon, responsable Afrique de l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch.

Le gouvernement éthiopien, souvent critiqué pour des atteintes aux droits de l'homme, dément toute détention arbitraire et toute intervention américaine dans des interrogatoires. Mais des officiels américains cités par AP reconnaissent que des agents ont questionné des prisonniers en Ethiopie, légalement selon eux, grâce à un "accès limité" autorisé par les autorités d'Addis Abeba.

Les prisonniers ne se trouvent jamais sous garde américaine et les Etats-unis ne jouent aucun rôle dans les arrestations et les transfèrements, précise un porte-parole du FBI, qui justifie cette démarche par des enquêtes sur "des attaques passées et les menaces actuelles de terrorisme". Les Américains soupçonnent des auteurs des attentats de 1998 contre leurs ambassades au Kenya et en Tanzanie d'avoir trouvé refuge en Somalie.

Des diplomates de pays d'origine des prisonniers multiplient les pressions pour obtenir des informations sur le sort de leurs ressortissants retenus en Ethiopie. Certains, comme les Suédois et les Américains, ont obtenu de les visiter. Ce n'est pas le cas des Erythréens, dont trois citoyens sont retenus. Ennemis depuis la guerre de 1998-2000, l'Ethiopie et l'Erythrée n'entretiennent aucune relation diplomatique.